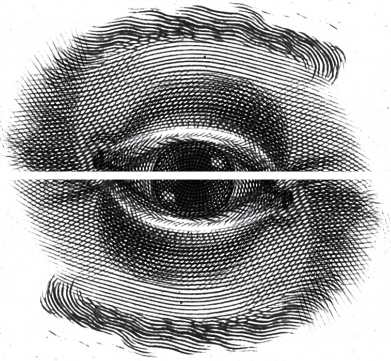

2023

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

Didier Somzé

LUTTER CONTRE LA PRISON POUR ÉTRANGERS DE VOTTEM

STOP OU ENCORE ?

Barricade 2023

Il y aura bientôt 25 ans, un premier détenu Ukrainien « inaugurait » le Centre fermé de Vottem, sur le territoire de la commune de Herstal, tout contre la limite de la Ville de Liège. C'était le 10 mars 1999. Le temps passe et le contexte change. Alors, aujourd'hui, que fait-on ?

De quoi s'agit-il ? Que lui reprocher à ce « Centre » ?

Les centres fermés sont des prisons ou, plus exactement, des « Camps de détention administrative » où sont enfermées des personnes :

- uniquement de nationalité étrangère ou apatrides ;
- détenues pour raison administrative, à savoir l'absence de titre de séjour. Cela les différencie des détenu·es dans des prisons « classiques » qui le sont pour avoir commis une infraction de droit commun[1] ;

1 « Les camps de détention administrative ont été créés lors de la période coloniale française, ils sont ensuite intégrés aux appareils de répression mis en place, par les uns et les autres, dans la foulée des deux guerres mondiales. Presque oubliés, on aurait pu espérer les voir classés parmi les horreurs de notre histoire, si ce n'est qu'à partir des années 1980, ils sont réapparus en nombre dans la plupart des pays européens, au nom d'un aléatoire contrôle des "flux migratoires", et pour les besoins de l'arrestation rapide, de la détention et de l'expulsion de migrants non désirés. » écrit Walthère Franssen. *Voir* NOTE 3.

- suite à une décision administrative de l'Office des Étrangers, c'est à dire sans les étapes *et* les droits fondamentaux de la défense et d'une procédure pénale.
- Enfin, la durée de l'enfermement est indéterminée dans le temps, même si elle est soumise à certains critères [2].

Les mots officiels utilisés pour désigner les faits sont révélateurs d'une volonté politique de banaliser, voire d'invisibiliser au moins une partie de la réalité. Par exemple, la direction et les documents officiels utilisent toujours le terme de « résidents ». Et jamais celui de « détenus ». La réalité de l'emprisonnement, d'une prison pour étranger, est toujours effacée au profit de l'expression lénifiante « Centre Fermé pour Illégaux » . La terminologie officielle évoque le « régime différencié » plutôt que « le quartier de sécurité » et le « séjour » plutôt que la détention[3].

> « La décision de multiplier les centres fermés pour étrangers date de 1992 […] Il s'agit d'une décision gouvernementale, prise à la suite des élections législatives de 1991. C'est la "marée noire", la grande poussée du *Vlaams Blok.* Le fait de décider cette multiplication des centres fermés résulte, d'une certaine manière, d'une adaptation par rapport au discours de l'extrême droite[4]. »

Une démocratie (ou le régime qui se présente comme tel) ne peut pas sortir indemne de l'existence en son sein de lieux physiques et d'un processus qui

2 « La détention peut durer 5 mois (8 mois lorsque des raisons de "sécurité nationale" peuvent être invoquées) en vue d'organiser leur expulsion. La durée de détention recommence à zéro en cas de refus d'expulsion, ou en cas de nouvelle demande d'asile », texte issu des panneaux explicatifs pour l'exposition : « Photographies à l'occasion des 20 ans du centre fermé de Vottem (édition 2021) », CRACPÉ , Collectif de Résistance aux Centres pour Étrangers, cracpe@skynet.be.

3 *Voir* notamment : « Ouvrons les yeux sur le centre fermé de Vottem, Vottem, 22 ans déjà. », par le Collectif Herstalien Opposé aux Centres fermés (CHOC). À se procurer ici : > walthere.franssen@gmail.com

4 *Cf.* NOTE 2.

 Analyse en Creative Commons BY NC SA

donnent légalement et systématiquement moins de droits fondamentaux à certains humains qu'à d'autres. De nombreux marqueurs permettent d'estimer l'état de santé plus ou moins démocratique d'une société donnée, comme par exemple : des élections à bulletin secret, le multipartisme, la séparations des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, etc. L'existence des centres fermés et leur fonctionnement constituent, au contraire, un marqueur majeur de non-démocratie qui reste malheureusement d'actualité en ce 21e siècle. C'est la raison pour laquelle une association d'anciens combattants – des résistants – avait demandé le retrait du drapeau belge de cette zone de violation des droits humains fondamentaux.

> « Ce ne sont pas tous les corps qui sont détenus dans ce camp, qui y sont "résidents" selon la terminologie officielle. Ce sont des corps qui n'ont pas eu l'heur de naître en Europe, mais bien plutôt dans des pays du Sud : là où le climat n'est pas tempéré, où les ressources naturelles sont nombreuses mais ne produisent pas de richesse pour tous, où règne la guerre totale comme en Syrie ou bien la guerre économique comme au Congo (Vous savez ? Le pays d'où est extrait le coltan, indispensable pour la fabrication de nos ordinateurs)[5]. »

Je ne m'étendrai pas ici sur la domination subie par les détenus des centres fermés mais il est évident que les camps de détention reproduisent de manière particulièrement cruelle et aiguë les discriminations qu'entretient le système capitaliste.

5 Didier Somzé, « Autoroute vers Anvers », novembre 2016, p. 2.
> www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2016-en_route_vers_anvers.pdf

« Parfois, […] n'en pouvant plus,
des détenus crient : *"Faites-nous sortir!"* ou bien
***"Je ne savais pas que c'était possible en Europe"*[6]. »**

La lutte du CRACPÉ depuis 25 ans

L'annonce de la création du centre fermé de Vottem, 2 ans avant son « inauguration » en 1999, a constitué un choc psychologique et politique pour une partie importante de la population liégeoise. À titre personnel, dès l'annonce de la décision, je me rappelle avoir dit à ma compagne : « On ne peut pas vivre de la même manière à 30 minutes à pied d'une prison pour étrangers ».

Dès l'annonce de la décision, il y a eu des oppositions fortes, des manifestations devant le chantier du centre fermé; notamment en lien avec l'assassinat de Sémira Adamu, le 22 septembre 1998. Nous étions 4000 personnes montant à pied de la place Saint-Lambert jusqu'à Vottem[7].

Depuis 25 ans, nous observons qu'il y a plusieurs chemins, parfois différents entre eux mais toujours complémentaires, pour manifester son opposition au centre fermé. Toutes ces voies reposent, semble-t-il, sur une posture commune. Ce fut d'abord : *« Vottem, 3 ans, je ne m'y habitue pas »* et puis maintenant : *« Vottem, 25 ans, je ne l'accepte toujours pas ».*

6 *Ibidem.*

7 « Sémira Adamu […] est une demandeuse d'asile nigériane qui qui fut étouffée, à l'aide d'un coussin, par deux policiers belges lors d'une tentative d'expulsion du territoire belge à l'aéroport de Zaventem. […]

Semira Adamu avait fui son pays pour échapper à un mariage forcé. Sa demande d'asile ayant été rejetée, elle avait été transférée au Centre de rapatriement 127 bis de Steenokkerzeel. […]

Elle fut dès lors l'objet de plusieurs tentatives d'expulsions forcées par avions de ligne. Ces dernières ont échoué du fait de sa résistance et des violences des gendarmes l'accompagnant, qui ont provoqué l'intervention de passagers et le refus de pilotes de décoller dans ces conditions. »

Source : Wikipédia.
> https://fr.wikipedia.org/wiki/Semira_Adamu

 Analyse en Creative Commons BY NC SA

Toute occasion, plus ou moins formelle, de sensibiliser, d'informer et de révéler ce déni de démocratie est essentielle :

- l'exposition photos à l'occasion des 20 ans du centre fermé ;
- de très nombreuses interventions dans des classes de l'enseignement secondaire ou supérieur ;
- toute occasion informelle et imprévue dans une conversation du quotidien.

Nous voulons éviter au maximum que quelqu'un·e (de bonne foi) puisse dire, le jour où les centres fermés seront (re)devenus un scandale public : «Je ne savais pas… », « Si on m'avait dit …».

Cet esprit de résistance que nous cultivons nous relie directement aux actes autrement plus courageux des résistant.es de la dernière guerre sur le sol belge, que quelques-un·es d'entre nous ont connu·es. Il y a comme un héritage intergénérationnel… En tout cas, c'est notre lecture, celle du CRACPÉ et la mienne. D'où le passage par l'Enclos des Fusillés chaque année lors de la marche contre le Centre Fermé.

Le CRACPÉ (Centre de Résistance aux Centres pour Étrangers) a mis en place un dispositif multiple :

– Une présence sur le trottoir, devant les grilles du Centre, chaque samedi de l'année (sauf très exceptionnellement) entre 16 heures et 17 heures. L'un·e d'entre nous monte sur une échelle et s'adresse aux détenus avec l'aide d'un mégaphone.

– En groupe, nous crions les deux slogans : *« Li-ber-té. So-li-da-rité! »* ou bien *« Li-bé-rez-les-pri-son-niers! ».* Avec cette action répétitive, nous poursuivons un double objectif : entrer en contact avec les détenus pour leur offrir notre solidarité (des recharges téléphoniques Lyca, le numéro de notre permanence téléphonique, l'explication du système des avocat·es *pro deo*…) et manifester notre opposition à l'existence même du Centre fermé. Ce positionnement politique

s'adresse au personnel du Centre et au public qui nous voit et souvent nous reconnaît : depuis 25 ans tous les samedis à la même heure. Nous sommes souvent 6, parfois 4, parfois 8… Lorsqu'il y a un enjeu particulier (grève de la faim, tentative de suicide…), nous envoyons un communiqué à la presse et sommes alors plus nombreux.

– Une permanence téléphonique presque chaque jour de la semaine durant plus d'une heure.

– Un système de visites individuelles pour les détenus qui le souhaitent et dont le/la visiteur·euse parle la langue.

– Chaque année, en mars ou avril, nous organisons une manifestation qui réunit toujours plusieurs centaines de personnes et qui fait du bruit. Le cortège part de la place saint Lambert et/ou de l'Enclos des Fusillés du parc de la Citadelle. Notre choix, jusqu'ici, a toujours été que madame et monsieur « Tout le monde » puissent y participer parce qu'iels s'y sentent à l'aise. Éventuellement avec de petits enfants ou de jeunes adolescent·es.

– Chaque 24 décembre, à la tombée de la nuit, nous garnissons de bougies les trottoirs des deux rues qui entourent le Centre : « Éclairons la face honteuse de la politique d'asile et de migration de notre gouvernement ». Des centaines de personnes sont présentes quelques minutes ou une heure, en ce soir de réveillon… Au moment où il y a le plus de monde, nous formons une chaîne humaine.

Parfois, afin d'empêcher une expulsion forcée, des camarades le plus souvent de Bruxelles, invitent à l'aéroport les passagers de l'avion concerné à protester. Existe aussi, à côté et en lien avec le CRACPÉ, tout un réseau de solidarité avec les personnes sans papiers : paiement des frais d'inscription aux études supérieures, abonnements de bus… Plusieurs organisations

 Analyse en Creative Commons BY NC SA

nous aident par des dons annuels ; de nombreux citoyen·nes participent par un ordre bancaire permanent…

Un des éléments constitutifs du carburant qui nous permet de durer comme groupe est l'esprit qui nous anime. Le fait de sentir que nous tenons le bon bout (celui des droits humains fondamentaux), avec une pincée d'humour, donne réellement du sens à nos vies : résister à un système qui abîme, pas moins.

Des citoyen·nes luttent aussi pour éviter la création d'un second centre fermé en Wallonie (prévu officiellement à Jumet). Jusqu'ici avec succès.

Il existe d'autres « styles » de manifestation d'opposition. Ainsi plusieurs fois, des militants *« no borders »* ont physiquement bloqué toutes les portes d'entrée et de sortie du Centre, empêchant, ce jour-là, toute expulsion. Le principe est d'enchaîner les bras de deux partici… volontaires, à l'intérieur d'un tuyau de béton massif. Une seule unité de police (basée ailleurs qu'à Liège) possède l'outillage nécessaire pour disquer le tuyau sans couper les deux bras qu'il entoure. Lors d'une de ces actions, avant la généralisation des GSM, je me rappelle avoir participé en portant les infos à vélo d'une porte du centre à l'autre.

Quelles stratégies sont en route actuellement ? Quelle continuité et quelle transmission de la lutte face à la banalisation de la violence contre les migrant·es ?

25 ans après, un enjeu fondamental dans cette opposition est « comment assurer la transmission d'une génération à l'autre » ? Le choc ressenti fin du siècle passé existe de moins en moins avec les années qui s'écoulent. Mais il n'y a pas que l'usure du temps, il existe aussi un processus politique et médiatique volontaires de légitimer les centres fermés dans une attitude systématiquement négative envers les migrations.

De plus en plus d'adultes ont toujours connu le Centre. Ou plus exactement ils connaissent un rideau de verdure opaque, y compris en

hiver. Rideau derrière lequel est cachée toute la violence de cette prison pour étrangers.

Comment expliquer cette réalité sans provoquer, lorsque nous la leur expliquons, de l'indifférence voire du rejet chez les personnes qui l'ignorent ? Cet enjeu est réel pour les parents avec leurs enfants, pour les enseignant·es avec leurs étudiant·es, pour chaque citoyen avec ses voisin·es. Ma réponse à cette question : quelques principes :

– *Informer :* on ne peut lutter contre ce dont on ignore l'existence ou dont on ne connait pas la réalité. Une information qui sera nécessairement factuelle : nombre de détenus par année, nombre de tentatives de suicide, de grèves de la faim, de tentatives d'évasion…

– *Inviter,* pas convoquer, laisser la liberté de répondre positivement ou négativement.

– *Ne jamais reprocher :* pour ne pas créer la culpabilité, toujours mortifère dans l'ordre de la conviction.

– *Ne pas convaincre « de force » :* une conviction arrachée est une soumission[8].

8 Cet enjeu de la transmission intergénérationnelle pourrait utilement faire l'objet d'une autre analyse dans le même cadre que celle-ci.

« Quand les nazis sont venus chercher les communistes,
je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.
Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates,
je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate.
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes,
je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste.
Quand ils sont venus me chercher, il ne restait
plus personne pour protester[9]. »

Martin Niemöller

« C'est moins le bruit des bottes
que le silence des pantoufles
qu'il nous faut craindre aujourd'hui[10] »

Slogan visible sur une affiche

Emprunté à un autre domaine des résistances, le questionnement d'Andreas Malm, relatif à la lutte écologique, s'applique également aux migrations telles que nous les appréhendons : « À quel moment nous déciderons-nous à passer au stade supérieur ? Quand conclurons-nous que le temps est venu d'essayer autre chose ? Quand commencerons-nous à nous en prendre physiquement aux choses qui consument cette planète ?[11] ».

Jusqu'ici personne n'a pris l'initiative d'une dégradation physique et durable, d'un sabotage de la machine à expulser. On s'arrête avant, un peu

9 Citation du pasteur Martin Niemöller (1892–1984) sur la lâcheté des intellectuels allemands au moment de l'accession des nazis au pouvoir et des purges qui ont alors visé leurs ennemis, un groupe après l'autre.
> https://fr.wikipedia.org/wiki/Quand_ils_sont_venus_chercher…

10 Selon l'affiche montrant un couple, dissimulé derrière un store entr'ouvert et observant la rue. Affiche reprise dans le numéro de novembre 1995 d'*Alternative libertaire,* revue dissidente dont le siège était à 1040 Bruxelles. Cette affiche a figuré chez moi, en bonne place, durant des années.

11 Andreas Malm, *Comment saboter un pipeline ?,* éd. La Fabrique, 2020, p. 11.

comme le font des citoyens opposés aux SUV qui dégonflent les pneus des véhicules sans les crever[12].

Heureusement, nul ne s'en est pris aux personnes qui font tourner cette machine (et dont l'état d'esprit plus ou moins neutre, plus ou moins bienveillant, plus ou moins raciste, varie fortement d'un·e agent·e à l'autre). Ce qui n'arrivera jamais je l'espère. Il reste indispensable de questionner la responsabilité personnelle de tous les rouages de ce système. Tout en distinguant d'une part les concepteurs comme les dirigeant·es et d'autre part les personnes dont cet emploi est parfois et d'abord vécu comme une nécessité.

On peut se demander laquelle de ces méthodes, laquelle de ces activités est la plus efficace. Je suis persuadé que c'est l'ensemble de ces petits (ou plus sérieux) coups de boutoir qui un jour auront raison de cette machine inhumaine. En mettant en valeur leur complémentarité plutôt qu'en recherchant lequel de ces styles serait le plus efficace.

Henri Goldman écrit dans la revue *Politique :* « […] On n'en démord pas : si on ne trouve pas le moyen d'additionner les énergies dispersées dans les différents courants de la gauche – étant entendu que chacun a bien le droit d'avoir ses préférences et que cette diversité est aussi un atout –, la bataille sera perdue face au néolibéralisme et au populisme identitaire »… Entre les groupes qui prônent la méthode X ou la méthode Y pour lutter contre les centres fermés, je voudrais citer la formule d'Irène Kaufer : « Ensemble quand on peut, séparément quand on doit, mais si possible, jamais les unes contre les autres[13]. » Ce qui n'empêche pas de poser la question : doit-on réserver l'opposition aux centres fermés à la gauche ? Non, c'est aux démocrates, aux citoyens, à chaque tenant des droits fondamentaux, à quiconque refuse l'inhumanité qu'il appartient de lutter.

12 « "Attention, votre SUV tue" : les "dégonfleurs de pneus" essaiment », site du journal *Le Soir,* 5 octobre 2022.

13 Didier Somzé, « Militer avec toutes les couleurs de la gauche », 2021, p. 10-11. > www.barricade.be/publications/analyses-etudes/militer-toutes-couleurs-gauche

 Analyse en Creative Commons BY NC SA

Après 25 ans, on arrête alors ?
Ça fait quand même un quart de siècle…

Ou bien on continue à ne pas s'habituer, à résister ?

Poser la question, c'est y répondre. Ou alors accepter de vivre dans une démocratie qui se dégrade. Il en va de même pour toutes les luttes contre les injustices : en milieu carcéral, pour les personnes sans domicile fixe…,

Mais certainement (puisque nous sommes un groupe vivant – et pas fossile …) modifierons-nous notre stratégie en fonction du contexte, des forces disponibles, de nos envies, etc.

Didier Somzé

Pour aller plus loin

– Observer sur le web et dans la réalité concrète à quoi ressemble le Centre fermé, rue Visé Voie et Verte Voie à Vottem. Qui sont ses « voisins » (la police fédérale, PwC…).

– Si l'on a un peu plus de temps, demander à des personnes passantes ou habitantes de ce quartier : « Vous savez ce qu'il y a derrière cette haie ? »

– Vérifier dans les différents moyens de communication les mots utilisés pour désigner les centres fermés et ses « habitants », les expulsions… en particulier dans les jours qui précèdent ou suivent une manifestation autour du Centre fermé de Vottem.

– Venir observer ou participer à une de nos présences hebdomadaires, le samedi à 16 h jusque 17 h (sauf (rare) changement d'heure.

– Venir « admirer » les bougies autour du Centre le soir du 24 décembre, entre 16h et 18 h.

– Photographier, croiser ou intégrer la marche des 25 ans, en principe le dimanche 14 avril 2024.

– Demander dans son entourage familial, de quartier, professionnel ce qui est connu (ou pas) de l'actuel seul Centre fermé de Wallonie.

– Voir l'exposition photos présentée par le CRACPÉ, dans le cadre du festival d'animation organisé par le Nimis groupe et Arsenic 2 en avril 2024 au Sart-Tilman.

 Analyse en Creative Commons BY NC SA

***

Difficile de ne pas se rappeler ici plusieurs camarades qui, jusqu'à leur fin de vie, malgré une santé très abîmée, ont choisi ce combat, comme celui auquel ils ou elles voulaient donner leurs ultimes forces… Je revois Jacques Yerna[14], appuyé sur les grilles, et articulant silencieusement plus que criant : *« Li-ber-té. So-li-da-ri-té! »*

***

Et, petit clin d'oeil à un autre pilier fondateur du CRACPÉ, Albert, aujourd'hui décédé…

Un jour de trop plein de colère, pendant que nous étions réunis en ville, il est monté à Vottem, a baissé son pantalon, et a montré son postérieur à toutes ces hideuses grilles et aux caméras de surveillance…

Ami Albert, à ta santé…

On est toujours là…

***

14 Jacques Yerna était le visage de la FGTB pour la région de Liège. Il fut très actif dans divers lieux relatifs à la lutte contre l'extrême droite, à la défense de la paix sur le plan international.

Voir le colloque samedi 28 avril 2004 à Liège : « Changer la société sans prendre le pouvoir », organisé par l'IHOES (Institut d'Histoire Ouvrière, Économique et Sociale), Seraing.

Auteur
Didier Somzé

—

Éditeur
Emmanuel Bouchat

—

Relecteur·trices
Walthère Franssen
Nicole Van Enis

—

Chasseur de coquilles
Olivier Starquit

Coordination du pôle publications
Laura Aristizabal Arango

—

Pôle publications
Emmanuel Bouchat
Gilles Grégoire
Anouk Renaud

—

Maquettiste
Jérôme Becuwe

—

Éditeur responsable
Jérôme Becuwe
asbl *Barricade*
rue Pierreuse 21
4000 Liège

Comité éditorial
Laura Aristizabal Arango
Emmanuel Bouchat
Yannick Bovy
Noëmie Cravatte
Gilles Grégoire
Anouk Renaud
Didier Somzé
Olivier Starquit

—

Notes de Versions
1.00 – *Parution*

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

2023

Barricade asbl
Rue Pierreuse 19-21, 4000 Liège
info@barricade.be • barricade.be
Numéro d'entreprise • 0457 984 015
RPM • Tribunal de l'entreprise de Liège
IBAN • BE 22 5230 8037 1447

Analyses et études
Toutes nos analyses sont disponibles sur notre site www.barricade.be et gratuitement en imprimés, rue Pierreuse 15 – 4000 Liège *via* la librairie *Entre-Temps,* la librairie de *Barricade*.

À faire circuler — Étude en Creative Commons BY NC SA
Nous sommes toujours ravi·e·s lorsque nos textes et leurs idées voyagent loin au-delà des murs de *Barricade*. Si vous souhaitez republier cette analyse (tout ou en partie), n'hésitez donc pas à nous contacter : *info@barricade.be*

Wallonie

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles